

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 524 du 04.05.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Peut-on tout dire pour défendre Israël ?

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Haaretz : « Israël a de bonnes raisons pour s'inquiéter ».

1-2 René Naba : Des garanties US à Netanyahu pour rayer le droit de retour des Palestiniens.

1-3 Alain Gresh : André Brink, la Palestine et l'Holocauste.

1-4 James Petras: Le Mossad vient en Amérique: escadrons de la mort sur invitation.

1-5 Robert Bibeau : L'influence du lobby israélien à Washington.

1-6 La relation entre Sarkozy et Obama est très saine»...

1-7 Robert Bibeau : Colonisation, nettoyage ethnique et continuité historique.

1-8 Alain Gresh : Quand la France laisse entrer les produits des colonies et poursuit ceux qui s'y opposent...

1-9 Antoine Raffoul : Israël : contre l'occupation totale, le boycott doit être total.

2 Annexe

2-1 Robert Bibeau : La maladie infantile de la résistance.

2-2 La France coopérerait aux assassinats politiques perpétrés par le Mossad.

2-3 Roberto Livi : Les 007 d'Israël en action dans la "base Italie".

Tiré a part

Peut-on tout dire pour défendre Israël ?

Marty s'interroge, dans une tribune publiée le 21 avril sur Le Monde.fr : "[Le boycott d'Israël est-il de gauche ?](#)". Ce qui semble être une critique de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissements-Sanctions) contre Israël excède en réalité largement son objet, et redéfinit les termes du conflit opposant Israël aux Palestiniens. L'argumentaire de M. Marty est aussi spécieux qu'original, et mérite un petit exercice de "sociologie littérale". L'hostilité à Israël serait le produit d'une "propagande antisémite systématique" dans les pays musulmans et d'un "flot paranoïaque d'imputations criminelles". L'antisémitisme existe et nous le combattons, ainsi que l'instrumentalisation de la cause palestinienne par des adeptes de la théorie du "complot juif".

Mais nous combattons avec la même vigueur l'amalgame entre antisémitisme et critique d'Israël. Comment M. Marty interprète-t-il la récente enquête de la BBC, conduite dans 28 pays, dans laquelle seuls 19% des sondés apprécient positivement l'influence d'Israël ?

Une opinion mondiale otage de la propagande antisémite ou une critique partagée de la politique d'Israël ? M. Marty affaiblit la lutte contre l'antisémitisme en développant lui aussi une logique du "complot" et en défendant trois des aspects les plus contestés de la politique israélienne : la construction du mur, l'attitude de l'armée à Gaza lors de l'opération "Plomb durci", la situation des Palestiniens d'Israël.

"Il n'est pas vrai que la barrière, ou le mur, de séparation relève d'une politique de discrimination". M. Marty balaie allégrement les avis d'Amnesty International, de la Croix-Rouge ou de l'ONG israélienne B'tselem. Il fait en outre peu de cas de l'avis de la Cour internationale de justice (juillet 2004), qui qualifiait le mur de "violation du droit international" et demandait à Israël de le "démanteler immédiatement". Selon le dernier rapport de l'ONU, le mur serpentera sur 709 km, alors que la ligne verte n'en mesure que 320. Par endroit, il pénètre de 22 km en Cisjordanie (large de 50 km). 10% du territoire palestinien est annexé de facto à Israël, dont 17 000 ha de terres auxquelles les paysans ne peuvent quasiment plus accéder. Pour la seule partie nord de la Cisjordanie, 220 000 villageois sont affectés.

M. Marty envisage qu'il y ait eu des crimes de guerre à Gaza, mais c'est, ajoute-t-il, parce que "la guerre est criminelle". Le droit international est plus exigeant, affirmant un principe que M. Marty écarte avec légèreté : tout n'est pas permis lorsque l'on fait la guerre.

Or, les témoignages et rapports d'ONG le confirment : Israël a enfreint le droit de la guerre en déversant des bombes au phosphore blanc (considérées, y compris par les Etats-Unis, comme des armes chimiques) sur des zones densément peuplées, en empêchant le personnel médical de secourir de nombreux blessés ou en utilisant des boucliers humains. Les témoignages de soldats recueillis par l'ONG israélienne Breaking the Silence sont, à ce titre, éloquents. De surcroît, Israël, avec la complicité de l'Egypte, a bouclé la minuscule bande de Gaza (360 km²), empêchant les civils de fuir un déluge de fer et de feu. En violation totale du droit de la guerre, le blocus se poursuit, empêchant la reconstruction et aggravant les conditions sanitaires.

Il est dès lors indécent de vanter l'humanité de l'armée israélienne pour mieux décrier le Hamas qui aurait "sciemment exposé les populations civiles en s'abritant derrière elles". Souvenons-nous que la même accusation fut portée contre le FLN algérien et le FNL vietnamien. Argument commode qui rend le Hamas responsable des morts israéliens et palestiniens, et occulte les chiffres gênants de l'opération "Plomb durci" : plus de 1 400 morts côté palestinien et 13 morts côté israélien (dont quatre tués par des "tirs amis").

Enfin, M. Marty affirme que les Palestiniens d'Israël (1/5e de la population) ne sont pas victimes de discriminations institutionnelles, mais sujets à des « inégalités conjoncturelles », contredisant un rapport du Département d'Etat états-unien, daté de 2009, qui affirme que "les citoyens arabes d'Israël continuent de souffrir de formes variées de discriminations". Ainsi, les dispositions sur le regroupement familial interdisent aux Israéliens d'être rejoints par leur conjoint si ce dernier est palestinien : dans un Etat au sein duquel un mariage entre un juif et non-juif ne peut être célébré, une telle loi n'est-elle pas par nature discriminatoire ? Et que penser du fait que 13 % des "Terres d'Etat", gérées par le Fonds National Juif, ne puissent être cédées qu'à des juifs ? Israël a choisi un drapeau orné d'une étoile de David, un chandelier pour emblème et un hymne national qui débute par "Aussi longtemps qu'en nos cœurs/Vibrera l'âme juive" : les Palestiniens d'Israël, qui sont nés sur cette terre (avant même la création d'Israël pour les plus âgés) ont-ils le droit de penser que le choix de ces "symboles nationaux" indique qu'ils ne sont pas considérés comme des Israéliens à part entière, et de revendiquer qu'Israël soit une démocratie réelle, "un Etat de tous ses citoyens" ? Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères israélien, a son avis sur la question : "S'il y a conflit entre les valeurs universelles et les valeurs juives, ce sont ces dernières qui priment."

Alors non, on ne peut pas dire n'importe quoi pour défendre Israël. C'est au contraire un mauvais service à rendre aux Israéliens que de flatter une paranoïa entretenue par leurs dirigeants pour justifier leur fuite en avant.

La menace de "l'anéantissement physique", premier et ultime argument de M. Marty, est l'expression la plus aboutie de cette paranoïa. Rappelons qu'Israël est la 1re puissance militaire du Moyen-Orient, la seule à détenir l'arme nucléaire et donc à avoir la capacité réelle d'anéantir un autre Etat. Dans le cas palestinien, l'argument frôle le ridicule : les Palestiniens ne possèdent ni armée, ni avions, ni tanks. La probabilité que le Hamas "anéantisse physiquement" l'Etat d'Israël est aussi élevée que celle de voir l'armée luxembourgeoise prendre le contrôle de Paris.

L'instrumentalisation de la mauvaise conscience occidentale envers un anéantissement réel passé (la Shoah) sert en fait à blanchir Israël. Ce qui inquiète réellement M. Marty est sans doute l'épuisement de cette argumentation, qui se concrétise dans la montée des critiques d'Israël. Et, ne lui en déplaise, ce qui est dénoncé n'est pas le "manque de vision" de B. Netanyahu, mais une politique conduite dans la durée par des gouvernements tant

de "gauche" que de "droite", du "centre" ou d'"union nationale". Une politique qui nourrit l'antisémitisme, quand l'Etat qui la mène affirme le faire au nom des juifs.

"Je me suis rendu dans les territoires palestiniens occupés et j'ai vu une ségrégation raciale [au niveau] des routes et du logement, qui m'a rappelé avec force les conditions que nous avons connues en Afrique du Sud à l'époque du système raciste de l'Apartheid". Ces mots ont été écrits il y a trois semaines par l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix en 1984. Chacun devrait les entendre. A moins de vouloir ajouter la surdité à l'aveuglement.

Julien Salingue, Nicolas Dot-Pouillard et Catherine Samary

Julien Salingue est enseignant et doctorant en science politique à l'université Paris VIII, Nicolas Dot-Pouillard est chercheur en sociologie politique au European University Institute de Florence, et Catherine Samary est maître de conférences en économie à l'université Paris-Dauphine et à l'Institut d'études européennes de Paris VIII.

LEMONDE.FR |

27.04.10 |

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Haaretz : « Israël a de bonnes raisons pour s'inquiéter ».

Mis à part les festivités en grandes pompes pour célébrer l'usurpation de la Palestine, (présentée comme jour de l'indépendance), les discours officiels sur la supériorité militaire israélienne n'ont pu apaiser les appréhensions israéliennes internes sur l'avenir de l'entité sioniste.

Dans un article publié par le Haaretz, Avi Issacharof et Amos Harel se sont inquiétés des avertissements lancés par certains dirigeants arabes sur un imminent embrasement de la situation régionale.

L'article s'arrête surtout sur les derniers propos du roi Abdallah de Jordanie lequel est considéré comme l'un des amis d'Israël.

Dans un entretien accordé au « Chicago Tribune » la semaine dernière, il avait mis en garde contre une guerre régionale imminente cet été, si les pourparlers de paix entre Palestiniens et Israéliens restent bloqués.

Le souverain hachémite avait déclaré craindre que « les pays modérés signataires de traité de paix avec Israël qui devront se rencontrer le mois de juillet prochain ne soient contestés par tout le monde. »

Selon les deux chroniqueurs du Haaretz, quoique les frontières de l'entité sioniste n'aient jamais été aussi calmes, la conjoncture régionale présente une situation inédite, propice à l'embrasement.

Le journal stigmatise surtout « la combinaison de la montée en puissance militaire de l'Iran, de la Syrie et « des divers groupes terroristes qui tournent autour » ainsi que « la paralysie diplomatique qui a saisi le gouvernement Netanyahu et la crise douloureuse avec Washington ».

« Tous des signes de mauvais augure pour Israël », estime le journal qui énumère les scénarios d'éclatement : soit une troisième intifada, « comme étant le résultat d'un mouvement spontané, ou de pressions extérieures » ; soit une éruption en Cisjordanie, vu que le Premier ministre Salam Fayad a déclaré vouloir proclamer l'état palestinien unilatéralement en 2011 ; soit par un embrasement à la frontière nord avec le Hezbollah.

A cet égard, il rapporte les propos du monarque jordanien qui a évoqué des certitudes libanaises sur l'inévitabilité de la guerre.

21/04

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=134404&language=fr>

1-2 René NABA : Des garanties US à Netanyahu pour rayer le droit de retour des Palestiniens.

Iran, Israël: Les enjeux sous-jacents de la confrontation (1,2, 3)

14/04

Selon le quotidien palestinien, Maqdissi d'Al Manar, le président américain, Barak Obama compte élaborer une lettre de garanties américaines semblable à celle qui a été offerte par l'ex-président W.George Bush à l'entité sioniste, concernant les grandes colonies construites sur les territoires palestiniens.

Maqdissi d'Al Manar a rapporté des hauts responsables américains que la lettre des garanties qu'Obama et ses conseillers se penchent pour l'élaborer stipulera des promesses, des garanties sécuritaires et des réponses décisives et convaincantes face aux inquiétudes sécuritaires de l'entité sioniste au niveau de ses frontières.

«Washington soutient Tel Aviv dans sa demande d'enterrer question des demandes palestiniennes à propos des réfugiés et de renoncer au droit de retour», a souligné le journal.

Le journal a précisé que l'administration de la Maison blanche a contacté beaucoup de pays arabes et certaines parties palestiniennes pour abandonner le droit de retour afin de mettre fin à la question des réfugiés et aider à l'élaboration des prévisions américaines à propos de la paix au Moyen-Orient.

René NABA

14/04

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=133601&language=fr>

1-3 Alain Gresh : André Brink, la Palestine et l'Holocauste.

Rien n'est plus exaspérant que la manière dont Nelson Mandela et les responsables de la lutte contre l'apartheid sont transformés en icônes (un bon exemple en est le film *Invictus*).

On tente ainsi d'ôter à leur lutte son caractère révolutionnaire, de faire oublier que l'Occident a largement soutenu le régime de l'apartheid, que Mandela et ses camarades étaient dénoncés comme des terroristes.

Que, lors de sa prise de fonctions comme président de l'Afrique du Sud libérée, Mandela a invité Fidel Castro (dont les troupes en Angola, dans les années 1970, ont contribué à la défaite du régime de l'apartheid) et Yasser Arafat.

On oublie aussi de mentionner la collaboration permanente d'Israël avec le régime de l'apartheid et l'engagement de nombre d'intellectuels et de responsables sud-africains, y compris juifs, aux côtés des Palestiniens. Et la condamnation par le gouvernement sud-africain actuel des politiques israéliennes, notamment à Gaza.

Récemment, un des plus grands écrivains sud-africains, André Brink, a publié ses *Mémoires*, intitulés *Mes bifurcations* (Actes Sud, Arles, 2010). Le livre a reçu, à juste titre, un accueil très favorable de la critique. Mais personne, à ma connaissance, n'a relevé ce passage.

« Mais l'expérience déterminante de ce voyage (de 2002) fut la visite à l'université palestinienne de Birzeit. J'avais beaucoup lu sur le conflit au Moyen-Orient ; à Salzbourg et ailleurs, j'avais eu de longues conversations passionnées avec des écrivains palestiniens. Je me rappelle encore ma discussion avec Hanan Mikhail-Ashrawi quand elle était venue au Cap des années plus tôt. En plusieurs occasions avant sa mort prématurée, j'avais aussi pu bénéficier de la grande sagesse et de la douce humanité d'Edward Said. Mais cette immersion dans la terrible réalité de cet endroit tragique, de cette terre et de son peuple, m'a éprouvé comme peu d'expériences l'ont fait dans ma vie. Je crus redécouvrir le cœur hideux de l'apartheid : la manière dont les Palestiniens, y compris certains des êtres les plus merveilleux que j'ai jamais rencontrés, sont soumis à l'une des oppressions les plus cruelles ici-bas, le tissu d'hypocrisie et de mensonges qui, du côté israélien, tente d'obscurcir et de déformer la vérité. Au cours de ce séjour se produisit un événement particulièrement choquant : la bicoque d'un vieux Palestinien fut rasée par les bulldozers de l'armée israélienne parce qu'il avait osé installer une citerne sur sa toiture afin de récupérer les quelques gouttes de pluie qui tombaient là. »

« J'ai vu le réseau d'autoroutes modernes construites pour les Israéliens et les misérables petites routes auxquelles les Palestiniens sont confinés ; j'ai vu les oliveraies, souvent seul moyen de subsistance des agriculteurs palestiniens, arrachées par les Israéliens ; j'ai vu la prolifération de nouvelles colonies israéliennes en plein territoire palestinien, établies là à l'encontre de tous les accords signés, simplement pour renforcer la présence et le pouvoir des Israéliens dans un territoire qui ne leur appartient pas. J'avais déjà vu cela, du temps de l'oppression des Noirs par les Blancs en Afrique du Sud. J'avais déjà entendu les mêmes excuses et explications pieuses. »

« Quand j'y repense aujourd'hui, je ne peux écarter de mon esprit le souvenir des terribles vestiges de Dachau et d'Auschwitz : si Israël ne s'est jamais lancé dans un génocide de l'ampleur de l'Holocauste, le nettoyage ethnique que cette nation inflige aux Palestiniens équivaut, moralement, à une version lente et en mode mineur des camps de la mort. J'ai du mal à comprendre comment un peuple pour lequel il a été si difficile de se relever des horreurs de l'Holocauste peut ensuite infliger à d'autres ce qu'on lui a fait. »

« Tout cela est projeté, concentré avec l'intensité d'un laser sur une confrontation spectaculaire entre un jeune écrivain israélien et une jeune femme palestinienne, belle et furieuse, lors d'une conférence au Schloss Leopoldskron à Salzbourg, où il se peut que j'aie passé, je crois, certains des moments les plus mémorables de mon existence. »

De telles déclarations prononcées par un intellectuel français susciteraient, sans aucun doute, un procès de *Avocats sans frontières*, l'organisation de Gilles-William Goldnadel, récemment élu à la direction du CRIF et qui symbolise la droitisation de cette organisation.

Alain Gresh

18/4

Source: [Nouvelles d'Orient](#)

1-4 James Petras : Le Mossad vient en Amérique: escadrons de la mort sur invitation.

Le Daily Alert (DA), principal organe relayant la propagande des présidents des principales organisations juives américaines (PMAJO) a donné son appui total à la pratique israélienne des assassinats extrajudiciaires et extra territoriaux.

Face à la réprobation gouvernementale mondiale (à l'exception de la Maison Blanche et du congrès des USA sous occupation sioniste), les PMAJO soutiennent servilement n'importe quel meurtre brutal commis par la police secrète israélienne quels que soient le lieu ou le moment où il est perpétré. L'assassinat récent d'un chef du Hamas, Mahmoud Mabhouh, à Dubaï en est l'exemple. Les PMAJO ont défendu toutes les actions criminelles du Mossad allant jusqu'au meurtre, et comprenant le vol d'identités, le vol ou la falsification de passeports et de documents officiels de plusieurs pays européens vraisemblablement alliés de l'Etat sioniste. Parmi les agents du Mossad qui sont entrés à Dubaï pour tuer Mabhouh, douze d'entre eux ont employé des passeports britanniques, volés ou faux, trois ont utilisé un passeport australien, trois, un passeport français, un, un passeport allemand et six un passeport irlandais. Ces agents ont pris l'identité de citoyens européens afin de commettre un meurtre dans une nation souveraine.

A nouveau, les PMAJO démontrent que leur loyauté va en priorité à la police secrète israélienne, même lorsque celle-ci viole la souveraineté d'importants alliés des USA. Il n'y a pas de doute que les PMAJO soutiendraient aisément le Mossad israélien, même s'il était avéré qu'il avait utilisé des documents étasuniens pour assassiner Mabhouh. En fait, on sait que deux des 26 assassins israéliens, porteurs de faux passeports irlandais et britanniques sont entrés aux USA après l'assassinat et pourraient être toujours ici.

La position adoptée par le Daily Alert et les PMAJO pour défendre l'acte terroriste international commis par Israël a suivi plusieurs lignes d'attaque, qui seront discutées ci-dessous. Celles-ci incluent (1) blâmer la victime,

(2) prétendre que les meurtres extrajudiciaires extra sont légaux,

(3) minimiser le meurtre de « un » individu,

(4) détourner l'attention portée aux Sionistes en blâmant 'd'autres Arabes'

(5) comparer favorablement les assassinats du Mossad aux massacres des USA en Afghanistan,

(6) banaliser et relativiser la condamnation mondiale,

(7) citer l' « autodéfense » ,

(8) vanter « les prouesses opérationnelles » de l'assassinat et

(9) discréditer les enquêteurs de la police de Dubaï plutôt que les assassins israéliens.

Les articles abrégés, cités dans le Daily Alert, ont paru dans les pages op-ed de plusieurs journaux des USA, du R-U, du Canada et d'Israël, ainsi que dans des magazines de droite comme Forbes et Commentary. La technique sioniste de propagande consiste principalement à éviter toute discussion des crimes flagrants commis par Israël contre la souveraineté, le jugement en bonne et due forme, le droit international et la sécurité personnelle des individus. Ce faisant, le Daily Alert adopte les techniques de propagande communes à tous les régimes totalitaires pratiquant le terrorisme d'Etat.

(1) Blâmer la victime

Le 22 février, le Daily Alert (DA) a mis en gros titres deux articles intitulés : « L'officiel du Hamas tué, a été trahi par des collègues, déclare le chef de la police de Dubaï » et « Hamas : L'agent assassiné avait pris des risques ».

Le DA a oublié de mentionner que la police secrète israélienne avait pisté sa proie pendant plus d'un mois (n'ayant pas réussi à l'assassiner lors de six tentatives précédentes) et que le chef de la police de Dubaï ne blâmait pas les officiels du Hamas ; il était plutôt occupé à accumuler des preuves, des déclarations de témoins, les vidéos et les documents prouvant l'identité israélienne des assassins. Inutile de dire, que si nous devions admettre l'argument des sionistes étasuniens selon lequel tout adversaire important d'Israël qui voyage sans une armée de gardes du corps, « se met en danger », alors nous serions forcés de reconnaître que nous vivons dans un monde anarchique où les pelotons d'exécution israéliens ont tout loisir de commettre des meurtres n'importe où et n'importe quand.

(2) Prétendre que le meurtre extrajudiciaire, extra territorial est « légal » (du moins si les tueurs appartiennent au Mossad)

Les numéros du 22 février et du 24 février du DA incluent deux articles prétendant que la pratique israélienne des meurtres extrajudiciaires et extra territoriaux est légale. Un article est intitulé, « La légalité du meurtre d'Al Mabhoud al Mahmoud du Hamas » et l'autre, « Le meurtre proportionnel d'Al Mabhoud al Mahmoud ». Ces articles évitent toute référence au droit international, lequel exclut catégoriquement les meurtres extra territoriaux commis sous les auspices d'un État. Pour les PMAJO, la légalité, est ce que l'appareil de la police secrète israélienne considère comme indiqué pour atteindre son but qui est d'éliminer les dirigeants qui s'opposent à son occupation coloniale et à l'expropriation des terres palestiniennes.

Si l'assassinat extrajudiciaire, extra territorial d'un adversaire à Dubaï est légal pourquoi ne pas assassiner des opposants aux USA, au Canada, en Angleterre ou dans n'importe quel pays où ils pourraient voyager, vivre, travailler ou écrire ? Et qu'en serait-il si ceux qui critiquent et s'opposent à Israël décidaient qu'il est maintenant « légal » d'assassiner les partisans d'Israël où qu'ils vivent, en citant la définition de la légalité donnée par le Daily Alert. Nous nous trouverions alors dans un monde anarchique où les meurtres et la surveillance frontalière totalitaire seraient « légaux ».

(3) Minimiser le meurtre

Les éditions du Daily Alert en date des 22, 24, et 25 février détournent l'attention du meurtre commis par le Mossad en le comparant à celui des centaines de civils afghans tués par des attaques de drones USA.

L'argument est que « les assassinats ciblés » sont moins criminels que les tueries. Le problème avec ce type de raisonnement est que pendant des décennies, le Mossad a « ciblé » des dizaines d'opposants à l'étranger et a tué des milliers de Palestiniens dans les territoires occupés (en collaboration avec la police secrète nationale, le Shin Beth, et les militaires des FID). En outre, établir un lien entre les exécutions extrajudiciaires israéliennes et les meurtres colonialistes perpétrés par les USA en Afghanistan ne peut être une défense ni dans un cas ni dans l'autre. En impliquant les USA dans sa défense de la terreur d'État, Israël s'approprie les pires aspects de l'impérialisme américain pour justifier son propre comportement politique. Les crimes d'un État ne justifient en rien ceux d'un autre État.

(4) Accuser les Arabes : détourner l'attention d'Israël

L'article publié dans le DA du 22 février intitulé « L'assassinat répercuté autour du monde » insinue que le meurtre « résultait d'une lutte de pouvoir au sein du Hamas » ou qu'il « était le fait d'un des nombreux groupes arabes qui détestent le Hamas islamiste ».

En d'autres termes, tous les passeports européens fabriqués ou volés à des citoyens israéliens ayant une double nationalité, et les vidéos de sécurité de Dubaï montrant les agents du Mossad dans divers déguisements, sans parler de la jubilation avec laquelle les dirigeants israéliens ont confirmé l'assassinat, correspondaient en fait à « une ruse arabe ». Cette grossière manœuvre de propagande de la part d'organisations juives étasuniennes de

premier plan illustre leur descente dans un domaine fantaisiste de délusion qui n'est possible que dans le monde fermé des politiques sionistes étasuniennes.

(5) Vanter la prouesse technique

Dans plusieurs de ses articles, le DA fait l'éloge des prouesses techniques du Mossad pour l'assassinat commis à Dubaï, évaluation avec laquelle peu d'experts de sécurité d'Israël seraient d'accord. L'article du DA du 24 février intitulé, « L'assassinat a été planifié avec habileté » s'en prend à ceux qui critiquent Israël parce qu'ils ne reconnaissent pas la qualité « des aspects opérationnels » des assassinats et recommande les « leçons qui peuvent en être tirées par tous les services des renseignements autour du monde ». Comme des psychopathes et des assassins en série, les sionistes des USA encouragent ouvertement les autres terroristes d'État à adopter les techniques utilisées par les escadrons de la mort israéliens. Pour le DA, les techniques professionnelles d'assassinat sont bien plus importantes que la répugnance morale universelle que suscitent les meurtres politiques.

(6) Discréditer les enquêteurs tout en défendant les criminels

Dans son édition du 25 février, le DA a cité une longue et tendancieuse attaque contre la police de Dubaï, publiée dans Forbes Magazine, qui ridiculise sa minutieuse enquête révélant le rôle du Mossad dans le meurtre. Dans cet article, les autorités de Dubaï sont blâmées pour avoir découvert la participation israélienne sans examiner la provenance du passeport irakien de la victime... ! Un passeport irakien ! Au lieu d'encourager la police de Dubaï dans sa quête de justice, le Daily Alert a publié une longue diatribe impliquant Dubaï dans les attaques du 9 septembre, critiquant ses liens commerciaux avec l'Iran, son « implication » dans le terrorisme international etc. Il n'est pas question de la position relativement amicale de Dubaï à l'égard d'Israël et des Israéliens avant que le Mossad ne viole ostensiblement sa souveraineté.

Conclusion

La campagne de propagande sioniste étasunienne soutenant le terrorisme d'État israélien et, spécifiquement, le meurtre par le Mossad d'un chef du Hamas à Dubaï, se fonde sur des mensonges, des dérobades et des arguments légaux spécieux. Cette « défense » viole tous les préceptes d'une société civilisée aussi bien que des lois fédérales étasuniennes les plus récentes interdisant toute forme de soutien au terrorisme international. Les PMAJO peuvent continuer à défendre des actes de terrorisme international perpétrés avec impunité aux USA par le Mossad à cause du pouvoir qu'ils exercent sur le congrès étasunien, la Maison-Blanche d'Obama et la grande presse étasunienne.

Ils peuvent ainsi imposer leur seule version des événements, leur définition de la légalité et les législateurs entendront leurs mensonges dont se feront l'écho les militants sionistes et que se chargeront d'embellir solennellement les défenseurs d'Israël dans les cercles universitaires et journalistiques. Pour neutraliser la défense sioniste étasunienne de la pratique israélienne des exécutions extra territoriales et extrajudiciaires perpétrées par le Mossad, il nous faut mobiliser des auteurs et des universitaires étasuniens. Il est temps de dénoncer la fragilité des arguments des militants sionistes, l'audace de leurs mensonges et leur immoralité. Il est temps de s'élever contre leur impunité avant que la police secrète israélienne ne perpétue un autre crime, éventuellement à l'intérieur des USA avec la complicité éhontée de ses complices sionistes.

Les autorités de Dubaï ont trouvé des preuves évidentes du soutien fourni à l'équipe d'assassins du Mossad par des sionistes européens. Les hôtels, les billets d'avion et les dépenses ont été payés avec des cartes de crédit émises aux USA. Deux des tueurs sont peut-être actuellement aux USA. En viendra-t-on à ce que des sionistes étasuniens, qui défendent ouvertement et inconditionnellement les assassinats du Mossad, franchissent la limite entre la propagande et l'action pour devenir complices de ses actes ? La défense robuste par les sionistes étasuniens des assassinats du Mossad n'est pas de bonne augure pour la sécurité des Américains face aux complices étasuniens complaisants d'Israël.

James Petras

Sur l'auteur

James Petras est un auteur associé à Tlaxcala, le réseau international de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

31 Mars

Traduction: Anne-Marie Goosens

Source: [Tlaxcala](#)

Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

Source : [l'auteur- Mossad Comes to America: Death Squads by Invitation](#)

Source de cette traduction : [Info-Palestine.nethttp://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=10198&lg=fr](http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=10198&lg=fr)

1-5 Robert Bibeau : L'influence du lobby israélien à Washington.

Chers amis du peuple Palestinien

Vous me permettrez plusieurs remarques au sujet de ce texte qui résume bien l'idéologie fasciste à propos de la pensée sioniste : «Le lobby juif n'existe pas»

(À lire sur le mode de la dérision) <http://www.anti-imperialisme.com/le-lobby-juif-nexiste-pas/>

Contrairement à ce qui est avancé dans ce brouillon le journal Haaretz n'est pas un journal ultra antisémite. Celui qui écrit l'article ci-dessus est probablement un sioniste déguisé en «anti-impérialiste». Haaretz est un journal de la gauche israélienne qui estime que le peuple Palestinien a assez souffert et qu'on devrait lui permettre de survivre sur le reste des terres palestiniennes qui ne lui ont pas encore été volé. C'est une tendance bien connue de la gauche - humanitaire – sioniste.

L'article ci-haut propage la fadaise à propos d'une lutte aux États-Unis pour l'obtention de vote «juif» (l'influence du vote communautaire israélite dans certains états américains). Les gens de religion juive vote comme les autres (je n'écris pas le peuple Juif pas plus que je n'écrirais le peuple Catholique ou le peuple Protestant, car le peuple Juif n'existe pas. Juif est le nom des gens pratiquants la religion judaïque. Ce sont les NAZI qui ont provoqué la confusion en persécutant les tenants d'une religion - les boucs émissaires juifs - comme les Catholiques l'avaient fait auparavant - et ils ont fait croire au peuple Allemand qu'ils persécutaient une ethnie, une race, la « race juive » qui soi-disant pervertissait la race aryenne (qui n'existe pas d'avantage). Le vote des gens de religion juive aux USA est marginal (moins de 1 % du vote global pour une population totale de 350 millions d'individus) et il se distribue historiquement toujours de la même façon, environ les 2/3 pour les Démocrates et environ 1/3 pour les Républicains avec parfois de petites variantes d'un côté comme de l'autre exactement comme le vote latino beaucoup plus important et le vote noir beaucoup plus imposant, il en est de même pour le vote arabe. D'ailleurs, si vous examinez le texte précité de Miriam Abraham, vous constaterez qu'une majorité des soi-disant "juifs et juives" (on ne sait pas très bien comment l'auteur détermine la « race » des organisateurs d'élection, a-t-elle procédé à des tests sanguins je ne saurais le dire), la majorité dis-je de ces organisateurs « juifs » a œuvrée pour McCain, le candidat Républicain défait. Si le fameux lobby israélien décide de tout McCain aurait du gagner !?...

Ceux qui connaissent le système électoral britannique qui a inspiré le système électoral américain savent bien que l'électorat est relativement stable et que les partis bourgeois gagnent ou perdent leurs élections en déplaçant vers le centre, la gauche ou la droite tout au plus 10 % ou moins de l'électorat total, la vaste majorité de l'électorat étant toujours acquise à l'une ou l'autre des formations qui portent des noms divers comme libéraux, conservateurs, travaillistes, socialistes, UMP, Républicains, Démocrates, etc..

Le lobby israélien existe réellement aux USA, c'est indubitable. Ce lobby termine ses belles années ou il a eu une grande influence le temps que les impérialistes américains attribuaient à l'entité sioniste (Israël) un rôle spécifique important dans leur politique mondiale. Aujourd'hui, que la tendance «Jimmy Carter» est montante et a reçu le soutien d'Obama, ce lobby pro-israélien s'agite très fort et gesticule beaucoup car il sent le plancher lui glisser sous les pieds (lire le communiqué en annexe de la présente).

Les grands capitalistes américains sont à réviser leur stratégie au Proche-Orient et dans cette nouvelle stratégie, Israël n'a plus l'importance qu'il avait pour la bonne ne raison qu'Israël est de moins en moins un allié fiable pour les États-Unis, alors la puissance de tutelle se cherche d'autres alliés dans cette région du monde. Ils ont cru un temps que l'Irak pourrait devenir ce nouvel allié fiable, grâce à la résistance irakienne ce rêve est devenu un cauchemar comme chacun sait.

L'entité sioniste (Israël) n'est plus un allié fiable pour plusieurs raisons :

a) Israël est militairement incapable d'éradiquer la résistance au Liban et de mettre le Liban sous la botte de leur ami Hariri. Le Hezbollah leur tient tête avec succès et expulse l'envahisseur israélien chaque fois qu'il commet des incursions en territoire libanais. L'entité ne parvient pas plus à éliminer le Hamas et la résistance palestinienne.

b) Les sionistes israéliens ne veulent pas faire de compromis et ne veulent pas accorder un bantoustan sur les 18 % des terres restantes ou le peuple Palestinien sera bientôt invité à pourrir en paix selon les visées de l'impérialisme US. Les sionistes au pouvoir à Tel-Aviv en veulent toujours plus et n'acceptent aucun compromis à propos de Jérusalem, sur la colonisation de la Cisjordanie ou même sur la levée du blocus contre le peuple Gazaoui. Ils menacent les palestiniens d'expulsion massive de la Cisjordanie. (1)

c) Les sionistes ne sont pas fiables et transmettent des secrets militaires, des pièces militaires, de l'armement sophistiqué américain qui leur a été prêté. Ils transmettent ces secrets aux chinois, aux russes, ils font de l'espionnage aux États-Unis, ils magouillent dans le dos de leur maître américain et le Mossad mène des opérations secrètes provocatrices (comme l'assassinat à Dubaï d'un haut dirigeant du Hamas) au moment même ou les USA tentent d'amadouer le Hamas et de l'impliquer dans les négociations de « paix » pour imposer un bantoustan palestinien aux israéliens et aux palestiniens.

d) Les sionistes font tout un cirque contre l'IRAN et menace d'attaquer l'IRAN alors que les états-uniens souhaitent menacer doucement l'IRAN sans l'attaquer pour l'instant. Leur stratégie avec l'IRAN est beaucoup plus subtile que ne veul le comprendre Netanyahu l'hystérique qui risque de tout faire chavirer par son agressivité intempestive. Et ce pauvre Sarkozy qui n'a absolument rien compris et qui harangue de plus belle à la queue de la parade sioniste appelant à plus d'agressivité contre l'Iran.

Les États-Unis ne veulent pas attaquer l'IRAN pour le moment et si différents pays regroupés autour de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de la France n'abandonnent pas le dollar comme devise pour le commerce international il n'y aura pas d'attaque contre l'IRAN. Mais comme ces pays sont bien résolus à changer de devises pour le commerce international, alors les USA devront décider s'ils attaquent l'IRAN, mais seulement en dernier recours, pas avant. La date prévue est 2012 ou 2020 (dépendant des textes consultés) pour ce transfert d'une monnaie (le dollar US) à un panier de devises dont l'Euro, le Yen, et l'or.

Les sionistes ne doivent pas interférer dans cette stratégie de haut vol et ils doivent accepter de « régler » l'affaire Palestinienne en accordant le bantoustan sur suffisamment de terrain pour que les collaborateurs de l'Autorité

palestinienne puissent vendre cette entente au peuple Palestinien. Si les sionistes ne comprennent pas cela ce n'est pas Barak Obama qui devra démissionner de la présidence de l'alliance US-Israël, c'est « bibi » Netanyahu qui devra changer de siège et laisser la conduite du cabriolet sioniste à un partenaire plus accommodant et c'est là qu'on verra « qui dirige qui » dans cette affaire (est-ce la queue ou la tête qui dirige le chien sioniste ?). De fait, l'électorat israélien a porté au pouvoir son aile raciste radicale justement en prévision de ces grandes tractations qui s'annonçaient pour l'attribution d'un bantoustan dans une veine tentative de réduire l'étendue de ces « concessions » inévitables. C'est ce que nous expliquions déjà en décembre 2009. <http://www.robertbibeau.ca/palestine/Voeux2010.doc> Nous pensons toujours que le Hamas et que le peuple Palestinien ne se feront pas les complices de cette capitulation et qu'ils maintiendront le cap dans leur lutte de libération nationale de toute la Palestine peu importe l'influence du lobby israélien à Washington.

(1) <http://www.france-palestine.org/article14415.html>

Robert Bibeau

13 avril 2010

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

1-6 La relation entre Sarkozy et Obama est très saine»...

NB Ndlr : PS : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

INTERVIEW - Le [général Jones](#) a reçu la correspondante du Figaro et trois autres journalistes français et européen dans son bureau de l'aile Ouest à la Maison-Blanche, juste avant la visite du président Sarkozy aux Etats-Unis, qui commence dimanche à New York.

Le président Sarkozy est visiblement le premier chef d'Etat à être reçu pour un dîner privé à la Maison-Blanche. Pourquoi était-il important de le recevoir ainsi et maintenant ?

Barack Obama souhaitait recevoir le président Sarkozy depuis le premier jour de son arrivée aux affaires.

Le président et la première Dame ont bénéficié de la formidable hospitalité des Sarkozy à plusieurs reprises et la question était juste de trouver le bon moment. Il y a quelques semaines, ils se sont dit qu'il serait bien d'organiser cette rencontre à l'approche du sommet nucléaire. Ce n'est pas un secret que le président et la première Dame aiment beaucoup le président Sarkozy et son épouse. Ils se réjouissent à l'idée de les recevoir à la Maison-Blanche.

Le dîner était une idée française ?

Il y avait un désir mutuel de trouver une date favorable pour la visite. Mais je pense que c'est le président et Madame Obama qui ont eu l'idée du dîner.

Les diplomates français n'hésitent pas à dire que l'un des buts de cette visite est de démontrer que, contrairement à la rumeur médiatique, la relation Obama-Sarkozy est bonne.

Que pouvez-vous dire de cette relation ?

Le président Obama apprécie beaucoup le fait que depuis son arrivée aux affaires, Nicolas Sarkozy ait mené un certain nombre d'actions, dont son soutien sans réserve à l'Otan et [la réintégration des forces françaises dans la structure militaire de l'Alliance atlantique](#). Nous avons de notre côté soutenu la nomination d'un officier français à Norfolk, comme commandant suprême allié pour la transformation de l'Otan, ainsi que la création d'un commandement tournant pour l'état-major opérationnel allié de Lisbonne, qui reviendra régulièrement aux militaires français. Nous avons énormément apprécié aussi le soutien que les Français ont apporté à nos revues stratégiques, à commencer par celle de 2009 sur l'Afghanistan. L'appui persistant du président Sarkozy à notre stratégie et sa contribution en termes de forces nous a beaucoup aidés. Il s'est montré un allié très constant et utile dans notre approche vis-à-vis de l'Iran. Il a également été un conseiller influent et un soutien, pour nos efforts au Moyen-Orient... Je sais que sur toutes les grandes questions, aussi bien professionnellement que personnellement, il est très apprécié par le président Obama.

Vu la réintégration de la France dans l'Otan, comment les négociations de Paris pour vendre des bateaux Mistral à Moscou ont-elles été perçues à Washington ?

Une vente de ce type pourrait-elle se révéler un facteur de déstabilisation ?

Ces négociations sont évidemment quelque chose que nous avons noté. Mais ce n'est le sujet d'aucune discorde sérieuse entre la France et les Etats-Unis. Nous sommes nous-mêmes engagés dans un réchauffement actif de nos relations avec la Russie. Je ne pense donc pas que cette affaire soit un sujet de préoccupation particulièrement important pour nous. Je n'ai personnellement jamais évoqué ce sujet avec mon homologue français et le président ne l'a pas fait non plus à ma connaissance.

Les Français font apparemment pression sur vous pour que vous vous engagiez plus résolument au Moyen-Orient. Ces pressions ne vous indisposent pas ?

La relation d'Obama avec Sarkozy, mais aussi la chancelière Merkel ou le premier ministre britannique sont des relations très suivies. Ces quatre-là échangent fréquemment et de manière directe. Le président Obama sait défendre son point de vue sur les sujets qui lui tiennent à cœur et je sais qu'il respecte les conversations directes et sans ambiguïté. C'est à mon avis l'un des bons côtés de la manière de faire des deux hommes l'un avec l'autre.

Alors que la relation entre les Etats-Unis et Israël traverse une forte période de tension, Barack Obama a justement eu une conversation, destinée à évoquer le dossier avec les trois alliés que vous mentionnez. Y a-t-il des désaccords sur la manière de procéder avec Israël ?

Les quatre dirigeants ont échangé et leurs vues semblent converger pas diverger. Chacun peut avoir son opinion précise sur ce qu'il faut faire et quand, mais le fait qu'il y ait cet échange d'informations et d'opinions a une grande valeur, que l'on parle du Moyen Orient, de l'Iran du Pakistan et ou l'Afghanistan. En bref, la relation entre Sarkozy et Obama est très saine. Le fait

qu'ils se sentent bien l'un avec l'autre leur permet d'être directs et clairs. Ils n'essaient pas d'être trop polis. Ils parlent franchement.

Qu'a donné la rencontre avec Nétanyahou ?

Je ne pense pas que le président puisse caractériser cette rencontre comme un succès, ni d'ailleurs comme une absence de succès, mais plutôt comme une discussion très franche sur des questions dont on parle maintenant depuis des semaines. Je pense que nous arrivons peut-être au point où nous pourrions voir le début de ces fameuses conversations indirectes (entre Palestiniens et Israéliens). Il y a encore du travail à faire, mais les choses semblent aller dans une meilleure direction. Il faut juste faire en sorte que ces négociations ne capotent pas rapidement, obtenant des assurances maintenant des deux parties.

Les Français sont inquiets du résultat de la posture nucléaire américaine. Quand sera-t-elle présentée ?

La posture nucléaire américaine est presque prête. Mais avant qu'elle soit rendue publique, nous consulterons nos alliés. Nous sommes, nous l'espérons, à la veille de conclure nos négociations avec les Russes sur le traité Start. Le président Obama et le président Medvedev devraient se parler ce vendredi pour confirmer qu'ils sont bien en accord avec les équipes. Ce sera la première étape. Puis nous passerons à la posture nucléaire puis au sommet nucléaire.

La conversation d'Obama et de Medvedev serait l'ultime échange avant de sceller un accord ?

Nous l'espérons.

Avez-vous lâché beaucoup dans cette conversation avec les Russes ?

Dans toute négociation, vous devez faire des compromis, mais en tenant compte de vos propres lignes rouges et celles des Russes. Mais je pense que nous avons protégé nos intérêts tout en montrant au monde notre volonté de réduire le nombre d'armes nucléaires.

Que peuvent vous apporter les Français sur le Moyen-Orient ?

Il y a deux types de gens : ceux qui pensent que le conflit israélo-palestinien et l'Iran sont les deux faces d'un même problème et qu'il faut s'en occuper de concert ; et ceux qui pensent qu'il y a un plus grand danger, l'Iran, dont il faut s'en préoccuper en priorité. Mais cela n'est pas la philosophie du président, ni celle de Sarkozy ou de Merkel. Nous avons une vue stratégique pour la région, qui consiste à essayer d'affronter de front les deux problèmes. Nous voulons lancer des négociations de proximité israélo-palestiniennes de manière à ce qu'elles soient significatives et durables. Sur l'Iran, nous voulons voir aboutir le processus ONU, afin de permettre, s'il n'y a pas de changement de comportement sur le nucléaire de la part de Téhéran, de déboucher sur des sanctions de poids capables d'avoir un impact. L'aide de la France ? Sur l'Iran comme le processus de paix, le président Sarkozy nous a aidés en soutenant le processus à l'ONU mais aussi en assurant le leadership sur cette question à l'intérieur de l'Union européenne, de même que Merkel et Brown.

Dans quels termes la question iranienne a-t-elle été évoquée avec Nétanyahou ?

Pour Israël, l'Iran est une menace existentielle. Ils vivent dans le voisinage et se sentent menacés. Les Etats-Unis sont engagés de manière permanente dans la défense d'Israël. Mais au-delà de ça, l'Iran n'a pas réussi à nous convaincre de leurs intentions pacifiques. Nous allons maintenant vers une nouvelle étape, avec nos alliés européens en négociation avec les Chinois et les Russes. Nous avançons en bloc. Et c'est un gros bloc. L'Iran a la clé qui permettrait de mettre fin à la pression.

Israël a plusieurs fois exprimé son désir d'agir non pas en bloc, mais en solo pour aller frapper les installations nucléaires iraniennes en cas d'échec des pressions occidentales.

Est-ce que cela a évoqué avec Obama ?

Nous comprenons l'appréhension israélienne, mais nous sommes aussi engagés dans cette affaire chaque jour avec un grand nombre de pays. Nos ambassadeurs travaillent jour et nuit pour arriver à trouver un consensus sur les sanctions à prendre, et envoyer un message fort à l'Iran. Israël est tout à fait disposé à regarder ce processus porter ses fruits. Je ne pense donc pas que nous soyons à la veille d'une crise imminente en matière d'utilisation des forces militaires.

Combien de temps pour avoir une résolution à l'ONU ?

On pense à la fin avril.

Sur l'Afghanistan, allez-vous demander des renforts à Sarkozy ?

Nous signalerons à tous nos alliés que nous manquons d'entraîneurs pour l'armée et la police afghanes. Nous avons plus besoin d'entraîneurs que de troupes de combat. C'est l'une des seules lacunes de l'opération actuelle mais elle est critique, tant il est important de mettre sur le terrain une présence militaire et policière afghane aussi vite que possible. Nous espérons avoir de l'aide dans ce domaine. Les besoins sont de plusieurs milliers d'hommes.

Vous vous attendez à une réponse positive de la France ?

Nous espérons qu'avec la rencontre des deux présidents, cela sera sur la table...

Dans un récent discours, le secrétaire à la Défense Robert Gates a laissé percer sa frustration et sa colère, soulignant le peu d'investissement des Européens dans leur capacité de défense, et mettant en garde contre une démilitarisation de l'Europe. Le président Obama partage-t-il cette frustration ?

- Vous pourriez retrouver les propos d'un certain commandant de l'Otan (le général James Jones lui-même, NDLR), qui s'est étonné plusieurs fois du fait que la plus grande alliance militaire du monde ne puisse envoyer trois hélicoptères en Afghanistan ! Quand on regarde les chiffres objectifs de l'effort énorme concédé par les Américains sur le terrain, on se demande comment on ne peut trouver ces trois hélicoptères dans une alliance qui compte 28 membres. Mais je dis toujours aussi pour équilibrer ce jugement, que je n'avais jamais vu depuis 2003 de meilleure coopération dans l'alliance que celle qui s'est déployée en Afghanistan cette année. 40% des forces déployées sont non-américaines. Des millions d'euros sont dépensés. Nous avons réussi une vraie percée dans notre perception de l'Afghanistan et du Pakistan. Il y a une nouvelle énergie, un nouvel espoir de succès. Ce que nous devons faire, c'est réfléchir à la meilleure manière d'augmenter notre effort d'entraînement, même s'il faut pour cela convertir des troupes de combat en équipes de formateurs.

Pouvez-vous dire un mot de l'affaire des avions ravitailleurs ? Quatre dirigeants européens ont envoyé une lettre au président Obama, s'inquiétant d'une possible menace de protectionnisme, après le retrait de la candidature du partenaire d'EADS Northrop Grumman, face à Boeing.

Le président répondra-t-il à Sarkozy pendant la rencontre ?

Je suis sûr que le président répondra volontiers sur ce sujet, mais je me dois d'éviter d'en parler, ayant été, avant de prendre mes fonctions, dans le conseil d'administration d'une des firmes impliquées. La seule chose que je peux dire est que le secrétaire à la Défense Robert Gates a assuré le président que l'appel d'offres offrirait des garanties de concurrence égales à toutes les parties.

L'élection d'Obama avait suscité une vague d'enthousiasme en Europe. Puis est venue la déception, l'idée qu'il n'était pas aussi motivé et intéressé par l'Europe que celle-ci l'avait imaginé. Maintenant que le dossier de la santé est derrière Obama, prendra-t-il plus de temps pour les affaires européennes.

Ce qui est intéressant, c'est que nous entendons les mêmes plaintes sur notre Hémisphère, sur l'Asie...

Le fait est que le président a rencontré plusieurs fois le président Sarkozy, qu'il a fait deux visites en France, qu'il a été à Londres pour le G20, à Aquilino pour le G8, qu'il s'est rendu à Copenhague... Il a passé plus de temps en Europe que partout ailleurs et a voyagé dans sa première année plus que n'importe quel président avant lui. Les affaires intérieures ont pris certes beaucoup d'attention dans cette première partie de l'année, mais il va évidemment revenir sur la politique étrangère. Il pourrait être amené à aller à Prague pour signer le traité de désarmement nucléaire prochainement.

Son futur voyage en Indonésie sera-t-il une manière de relancer son appel au monde musulman ?

Le président est extrême sérieux dans sa démarche d'ouverture au monde musulman. Cela sera sans aucun doute l'un des piliers fondamentaux de sa présidence. Ceux qui travaillent à ses côtés savent à quel point ce sujet lui importe. Parce qu'il pense que c'est ce qu'il faut faire pour tenter de faire du monde un endroit meilleur et plus sûr. Le Moyen-Orient est certainement un endroit où l'avancée de la paix pourrait envoyer un message très fort au reste du monde sur le fait qu'il y a un chemin vers un monde meilleur. Mais il faut aussi gérer la situation afghane et dialoguer avec le Pakistan.

Autant de dossiers qu'il doit mener de front. Sans parler de tous les problèmes internes qui se posent.

25/3

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/03/26/01003-20100326ARTFIG00386-la-relation-entre-sarkozy-et-obama-est-tres-saine-php>

1-7 Robert Bibeau : Colonisation, nettoyage ethnique et continuité historique.

« Ceux (les palestiniens) qui voudront partir de Judée-Samarie nous les laisserons partir.

Ceux qui ne voudront pas partir de Judée-Samarie vivront comme des chiens. »

Moshe Dayan. Chef d'état major israélien.

« Toute la terre que nous prendrons sera à nous. Ce que nous ne prendrons pas sera à eux (les palestiniens). »

Ariel Sharon. Premier ministre d'Israël.

Ces deux hommes ont prononcé ces paroles à 30 ans d'intervalle.

Benjamin Netanyahu aurait pu répéter ces paroles cette semaine devant son conseil des ministres vingt ans après Sharon. Il y a bien **continuité historique** dans le développement de la politique sioniste de nettoyage ethnique et d'apartheid au pays du « peuple élu », cette terre que Yahvé aurait promise à « son » peuple et d'où sont exclus les goyim.

Samedi le 17 avril 2010 le premier ministre Benjamin Netanyahu a officiellement Informé le président américain **Barak Obama** qu'il **rejetait toute requête l'intimant de cesser la construction de nouveaux logements à Jérusalem-Est** (1).

Le mois précédent, dans un discours devant l'AIPAC, le fer de lance du lobby israélien à Washington, « bibi » avait déjà réitéré la mythologie mystique sur laquelle s'appuie les prétentions religieuses « juives » sur la terre de Palestine en déclarant : « **Le peuple juif construisait déjà Jérusalem il y a 3.000 ans et il continue à le faire aujourd'hui. Jérusalem n'est pas une colonie. C'est notre capitale.** ». Et Netanyahu d'ajouter : « Tous les gouvernements israéliens ont construit dans les "quartiers juifs" de la partie orientale de la ville sainte depuis sa conquête et son annexion en 1967. » (2).

Le premier ministre israélien a tout à fait raison, tous les gouvernements israéliens que ce soit ceux dit de « gauche » comme ceux d'extrême droite ont poursuivi l'occupation, la colonisation, l'exploitation des ressources, le nettoyage ethnique et la politique d'apartheid en Palestine occupée. Il y a bien **continuité historique** dans le développement du projet sioniste en Palestine.

Les positions sionistes défendues par Netanyahu et son gouvernement n'étant pas nouvelles, elles ne peuvent surprendre le gouvernement américain. Qu'est-ce donc qui a changé au sein de la sainte alliance (USA-Israël) pour que les deux acolytes en soient venus à s'admonester sur la place publique ?

À cette question, deux réponses plausibles.

La première hypothèse ; le président américain aimerait bien contrebalancer ses déboires internationaux en Irak, en Iran et en Afghanistan et laisser une image positive de son règne par la « résolution » du conflit israélien. Mais le puissant gouvernement de Tel-Aviv, soutenu par l'omnipotent lobby israélien à Washington, ne souhaite pas résoudre ce conflit avant d'avoir **accaparer toute la terre de Palestine**, du Jourdain à la Méditerranée, et cet attelage est en mesure de tenir la dragée haute au velléitaire président des États-Unis d'Amérique.

La seconde hypothèse ; le président américain aimerait bien contrebalancer ses déboires internationaux et renforcer la position américaine dans cette région du monde par un remodelage de ses alliances ou l'Iran et la Turquie notamment joueront un rôle beaucoup plus important. Pour cela, il est requis de « régler » le conflit israélien en assurant la création d'un État pour palestiniens sur le reste des 18 % de terre de la Palestine du mandat Britannique occupée mais pas encore nettoyée (ethniquement) ni colonisée. D'ailleurs, **cette seconde solution est dans l'intérêt bien compris des sionistes israéliens** qui se voient de plus en plus isolés sur la scène internationale en tant qu'État paria que les peuples du monde identifient de plus en plus comme une dangereuse source de guerre (3). C'est ce qu'ont compris les amis des sionistes (Bernard-Henri Lévy et Cohn Bendit). Pour assurer la survie de l'État ethnique et raciste pour « juif » seulement il faut créer une réserve pour palestiniens seulement, l'État bantoustan de Palestine.

D'aucun diront qu'a l'évidence la rebuffade que vient d'encaisser le président Obama à propos de la colonisation démontre que seule la première hypothèse tient la route. **Il n'en n'est rien.** De tout temps les gouvernements israéliens ont rechignés à

rendre les territoires spoliés. Il en fut ainsi lors de l'invasion franco-britannico-israélienne du canal de Suez en 1957. Pourtant, quand Eisenhower leur intima l'ordre de déguerpir, ils se retirèrent en traînant les pieds. De même, après la guerre des six jours, en 1967, Les américains exigèrent le retrait du Sinaï afin de protéger l'accès au canal de Suez et ils l'obtinrent des israéliens. Aujourd'hui, les américains refusent qu'Israël attaque l'Iran et Israël n'attaquera pas l'Iran même si « bibi » rugit et psalmodie.

Mais alors comment comprendre la désobéissance du cabinet israélien et son rejet de l'ultimatum américain au sujet de la colonisation, condition de la reprise des « négociations de paix » ? La tactique sioniste a toujours été la même. Gagner du temps, poursuivre la colonisation, s'accaparer de la plus grande superficie de terre possible, construire, spolier et placer tout le monde devant le fait accompli, irrémédiable, irréversible, croit-il. « Toute la terre dont vous vous emparerez sera à nous. Ce que vous ne prendrez pas sera à eux (les palestiniens) » disait **Sharon Netanyahu** applique la politique de Sharon. « Ceux qui voudront partir de Judée-Samarie, nous les laisserons partir. Ceux qui resteront vivront comme des chiens » disait **Dayan**, effectivement les palestiniens vivent comme des chiens en Palestine occupée.

Netanyahu espère gagner du temps, poursuivre la colonisation pour à la fin se rendre à la table de négociation visant à conclure un traité de « paix » et créer l'État bantoustan palestinien sur ce qui restera alors des 18 % de la terre palestinienne pas encore colonisée. La portion congrue. L'espérance du gouvernement israélien rebelle c'est que ce reste des 18 % sera aussi petit que possible à défaut de n'être rien du tout. Mais pour que ce reste ne soit plus rien du tout il faudrait extradier les cinq millions de palestiniens qui habitent toujours leur terre de Palestine expropriée et nous voyons mal comment un tel transfert pourrait être se faire quand on connaît la résilience du peuple Palestinien.

Les collaborateurs palestiniens de l'occupant israélien sont tout à fait prêt à gérer quelques villes emmurées qu'ils appelleront pompeusement l'État palestinien comme ils ont auparavant qualifié d'Autorité palestinienne, une superstructure de gestion des terres et d'un peuple sous occupation.

Ils espèrent, sans résister, mais en pleurnichant auprès du président Obama que les sionistes leur laisseront quelques villes exsangues à gérer pour le compte de la puissance coloniale.

Domage pour eux comme pour les sionistes, ainsi que pour l'autorité américaine, mais le peuple Palestinien et son leadership résistant ne l'entendent pas de cette façon et il y a fort à parier que le problème palestinien ne trouvera pas sa solution au cours des prochaines négociations de Washington car il y a **continuité historique** dans la résilience de ce peuple valeureux.

ANNEXE

Israël rejette officiellement la demande des Américains pour une suspension des constructions à Jérusalem-Est Agence France Presse. Jeudi le 23 avril 2010.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a officiellement rejeté la requête du président américain Barack Obama pour une suspension de toutes les constructions à Jérusalem-Est, a-t-on appris auprès de son entourage.

On précise de même source que Netanyahu a transmis sa réponse à Obama pendant le week-end. Cette position n'est pas nouvelle de la part des Israéliens et il s'agit d'un obstacle important à une reprise des pourparlers entre l'État hébreu et les Palestiniens.

L'émissaire américain pour le Proche-Orient George Mitchell arrive jeudi dans la journée en Israël. Les Palestiniens souhaitent faire de Jérusalem-Est la capitale d'un futur État, tandis que l'État hébreu tient la ville pour sa capitale éternelle et indivisible.

23/4

Robert Bibeau

(1) Source : <http://www.aloufok.net/spip.php?article1758>

(2) Source : <http://www.aloufok.net/spip.php?article1617>

(3) « Mauvaise image d'Israël dans le monde » <http://www.aloufok.net/spip.php?article1764>

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

<http://boycottisraelinternational.com>

26 avril

http://www.indymedia-letzebuerg.net/index.php?option=com_content&task=view&id=50021&Itemid=28

<http://www.robertbibeau.ca/palestine/edito23-4-2010.html>

1-8 Alain Gresh : Quand la France laisse entrer les produits des colonies et poursuit ceux qui s'y opposent...

Un document confidentiel du ministère de la justice

La Cour de justice de l'Union européenne vient d'adopter une importante résolution dont témoigne un communiqué de presse du 25 février, « Des produits originaires de Cisjordanie ne peuvent bénéficier du régime douanier préférentiel de l'accord CE-Israël ».

« La Cour statue que les produits originaires de Cisjordanie ne relèvent pas du champ d'application territorial de l'accord CE-Israël et ne sauraient donc bénéficier du régime préférentiel instauré par celui-ci [1]. Il s'ensuit que les autorités douanières allemandes pouvaient refuser d'accorder le traitement préférentiel prévu par cet accord aux marchandises concernées au motif que celles-ci étaient originaires de Cisjordanie. »

« La Cour rejette également l'hypothèse selon laquelle le bénéfice du régime préférentiel devrait être, en tout état de cause, octroyé aux producteurs israéliens installés en territoires occupés soit en vertu de l'accord CE-Israël soit sur la base de l'accord CE-OLP. La Cour relève que des marchandises certifiées par les autorités israéliennes comme étant originaires d'Israël peuvent bénéficier d'un traitement préférentiel uniquement en vertu de l'accord CE-Israël, pourvu qu'elles aient été fabriquées en Israël. »

Pourtant, malgré cette résolution, qui confirme bien d'autres déclarations, le gouvernement français se garde bien de toute action contre ces importations illégales qui contribuent à l'extension des colonies que, par ailleurs, verbalement, il condamne.

En revanche, il a décidé de poursuivre ceux qui, exaspérés par la paralysie de la communauté internationale, se battent pour que ces produits n'entrent pas en France et pour que les entreprises françaises désinvestissent – faisant par exemple campagne contre Veolia et Alstom qui construisent un tramway à Jérusalem.

Depuis plusieurs semaines déjà, le gouvernement français a développé une campagne calomnieuse contre ceux qui s'élèvent contre l'entrée des produits des colonies, prétendant qu'ils veulent boycotter les produits cashers !

Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la justice, a, quant à elle, effectué un virage à 180 degrés sur cette question (lire Dominique Vidal, « Boycott : la contre-offensive d'Israël et de ses amis », La valise diplomatique, 22 février 2010).

Avec le zèle des nouveaux convertis, elle a entériné le 12 février une « dépêche » de la direction des affaires criminelles et des grâces aux procureurs généraux près les cours d'appel. Ce texte confidentiel, que l'on trouvera ci-dessous (PDF), confirme d'abord ce que nous écrivions dans *Le Monde diplomatique* au mois de juin 2009, à savoir que « l'indépendance de la justice n'est plus un dogme ».

M. Jean-Marie Huet, directeur des affaires criminelles et des grâces, écrit :

« Depuis le mois de mars 2009, plusieurs procédures faisant suite à des appels au boycott de produits israéliens (...) ont été portées à la connaissance de la direction des affaires criminelles et des grâces. (...) Il apparaît impératif d'assurer de la part du ministère public une réponse cohérente et ferme à ces agissements. A cette fin et dans la perspective éventuelle d'un regroupement des procédures (...) j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir porter à la connaissance de la direction des affaires criminelles et des grâces tous les faits de cette nature dont les parquets de votre ressort ont été saisis. »

Et, au cas où les procureurs n'auraient pas compris leur devoir :

« Si certaines procédures ont déjà fait l'objet de classements sans suite, vous prendrez soin d'exposer de manière détaillée les faits et de préciser les éléments d'analyse ayant conduit à cette décision. »

Ce que l'on attend avec intérêt, c'est la dépêche du ministère demandant aux procureurs de poursuivre les magasins qui vendent des produits israéliens entrés illégalement dans le pays, car sans mention du fait qu'ils ont été fabriqués dans des territoires que la France continue de considérer comme occupés.

Dépêche de la direction des affaires criminelles et des grâces

Notes

[1] La faible taxation des produits israéliens est l'objet principal de l'accord d'association avec Israël, signé en 1995 et entré en vigueur en 2000. De nombreuses organisations dans le monde demandent la suspension de cet accord. Pour en savoir plus, voir le site de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS)-France.

Alain Gresh

jeudi 18 mars 2010,

<http://blog.mondediplo.net/2010-03-18-Quand-la-France-laisse-entrer-les-produits-des>

1-9 Antoine Raffoul : Israël : contre l'occupation totale, le boycott doit être total.

Antoine Raffoul argumente : l'occupation israélienne étant totale et soutenue par pratiquement toutes les institutions et les entreprises du pays, il doit en aller de même pour le boycott d'Israël, qui sera total et intransigeant.

Dans son article "Moment of truth" (ici en français) publié sur le site Electronic Intifada, le 4 mars 2010, Rifat Kassis pose une bonne question : que signifie le « boycott », quelle est sa portée et son contenu ?

Nous, membres de 1948 : Lest We Forget souhaitons répondre à ceux qui appellent à un boycott sélectif d'Israël, et défier ceux qui nous mettent en garde, nous Palestiniens (et beaucoup de militants internationaux, par la même occasion) qui critiquons Israël contre les accusations d'« antisémitisme » (bien que nous soyons Sémites). Nous souhaitons également défier les politiciens qui réclament un nouveau cycle de négociations (proximité ou autrement) sur la question Palestine-Israël, car nous avons perdu le compte du nombre de pourparlers qui se sont tenus les 62 dernières années. Tous en vain. En fait, à chaque série d'entretiens, la Palestine rétrécit davantage et sa population est confinée dans des douzaines de Bantoustans.

Un boycott ne peut plus être sélectif. Comme M. Kassis l'a écrit : « l'occupation n'est pas une prise de pouvoir aléatoire et elle ne se déroule pas sur quelque terre éloignée : c'est une matrice complète de contrôle, stratégique, cohérente, délibérée, historiquement construite, extérieurement tolérée... » et, ne l'oublions pas, mise en œuvre sur la terre palestinienne.

Ceux qui réclament un boycott sélectif ne comprennent pas que les décisions prises en Israël, à l'intérieur des territoires palestiniens occupés et dans l'ensemble de la Palestine historique, le sont par les dirigeants sionistes (et leurs collaborateurs), dans le but d'annexer, d'occuper et de nettoyer la totalité des territoires palestiniens, pas simplement ceux qui correspondent à la résolution 181 des Nations unies ni à la ligne d'armistice de 1947 ni aux territoires conquis en 1967, mais l'ensemble de la Palestine historique. La récente prise de bec entre l'administration étasunienne et Israël au sujet de la question des colonies prouve que l'aile la plus à droite de

l'administration israélienne de Benyamin Netanyahu est décidée à multiplier les colonies dans l'ensemble de Jérusalem-Est annexée et dans le reste de la Cisjordanie.

Nous ne pouvons pas balayer les 62 dernières années de l'occupation sioniste illégale en nous contentant d'accepter un statu quo temporaire dans l'attente d'un accord sur le statut final. Ces 62 années douloureuses ne peuvent pas être subdivisées en zones coloniales nommées A, B, C, Gaza ou Jérusalem. Elles ne peuvent pas être jetées dans les poubelles de l'histoire par un cessez-le-feu, un barrage routier ou un mur de ségrégation.

L'occupation est totale et illégale ? Il doit en être de même pour le boycott : total et jugé légal.

Nous ne devons pas nous contenter de boycotter l'huile d'olive produite en Cisjordanie parce qu'elle est produite dans une colonie illégale en Cisjordanie ; nous devons également boycotter tous les produits fabriqués dans toutes les colonies illégales. Nous ne devons pas simplement boycotter une institution académique impliquée dans des projets militaires financés par l'État, nous devons également boycotter d'autres établissements impliqués dans des activités culturelles, scientifiques et scolaires financées par l'État. Nous ne devons pas nous contenter de boycotter des équipes de sportifs israéliens jouant internationalement sous la bannière israélienne, mais boycotter également une compagnie de danse ou de théâtre israélienne envoyée à l'étranger pour blanchir l'image fasciste d'un Etat fasciste cruel. Nous devons non seulement boycotter Caterpillar parce qu'il démolit des maisons et déracine les oliveraies palestiniennes, nous devons également boycotter les entreprises qui fournissent le sable et le ciment pour la construction du mur d'apartheid .

Nous défions ceux qui réclament un boycott modéré et sélectif de nous trouver un établissement israélien, grand ou petit, qui ne fait pas partie de cette matrice de contrôle qui suffoque notre nation palestinienne. Comme cette occupation est totale et impitoyable, il doit en être de même pour notre lutte visant à y mettre fin. Comme l'occupation israélienne cruelle couvre toute la Palestine historique, il doit en être de même pour l'appel que nous lançons afin de renverser le processus qui a mené à cette occupation pour le remplacer par un système de démocratie et de justice englobant toute la Palestine historique. Une Palestine pour toute sa population, qu'elle soit juive, musulmane, chrétienne, copte, athée ou non-conformiste.

Pour atteindre ce but, il nous faut un boycott total de l'État sioniste. Pour atteindre ce but, nous devons identifier cet État. Pour identifier cet État, nous devons démêler la politique de l'intrigue qui a produit la résolution 181 de l'ONU préparant le terrain pour la création de cet État. Afin de démêler la politique embrouillée de cette résolution, nous devons nous atteler à dépoussiérer les archives officielles qui remontent à la déclaration Balfour de 1917. Nous devons creuser profondément dans la politique et les personnalités obscures qui ont donné la nation d'un peuple à un peuple regroupant de nombreuses nations. Et le comble est que ceci a été fait contre la volonté de plus de un million de Palestiniens autochtones.

Nous avons fermé la boucle maintenant et par conséquent notre boycott doit être un boycott total.

Par conséquent, ne nous contentons pas de lire les pages d'un seul chapitre de cette saga sans nous plonger dans les autres parce qu'il serait plus facile « d'oublier le passé ». Israël n'a jamais cédé sur ses objectifs, ses buts ou son agression déterminée contre le peuple palestinien. Il n'a jamais cessé de défier le droit international. Il n'a jamais infléchi son arrogance envers son allié le plus puissant, les USA.

Pourquoi devrions- nous faire des compromis dans la bataille du boycott ?

Le premier remède à tout ce qui précède est un boycott total.

Un boycott total contre une occupation totale. C'est un minimum.

Antoine RAFFOUL

Source : Israel: total boycott against total occupation

Article original publié le 8/3/2010

Traduit par Anne-Marie Goossens

Tlaxcala est le réseau international de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, la traductrice et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=10338&lg=fr>

2 Annexe

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Robert Bibeau : La maladie infantile de la résistance.

Parlons du gauchisme petit bourgeois occidental maladie infantile de la résistance anti-impérialiste. J'aimerais clarifier la question des alliances au sein du Front Uni Anti-impérialiste.

On nous propose ci-dessous (Annexe 1) un texte de « réflexion » sur les rapports que devraient entretenir « La gauche » et le mouvement ouvrier avec les mouvements révolutionnaires et les mouvements de libération nationale populaires dans les pays colonisés ou néo-colonisés (Afghanistan, Palestine, Irak, Iran, etc.).

Contrairement à ce que laisse entendre l'opuscule (Annexe 1) le sujet n'est absolument pas nouveau, ni inconnu du mouvement révolutionnaire.

Ce thème a été traité abondamment dans le passé au moment de chacune des grandes luttes de libération nationale (Cuba, Chine, Algérie, Viet Nam, Cambodge, Afrique du Sud, Angola, Timor Oriental, etc. etc. etc. Aujourd'hui, ce débat est repris à propos des luttes en Irak, Liban, Iran, Népal, Afghanistan, Palestine, etc. Ces organisations que l'on nous cite dans l'article ci-dessous ne sont pas « La gauche » comme on voudrait le laisser croire, l'auteur fait brièvement mention de quelques organisations occidentales, il n'y a d'organisation de gauche d'un pays en guerre que le Parti Communiste du Liban qui est cité et qui se trouve justement le seul à adopter une position juste et conséquente à propos de l'importante question de FRONT UNI ANTI-IMPÉRIALISTE.

Certaines organisations ont un rôle et une tâche toute particulière à jouer dans le mouvement révolutionnaire, ce rôle s'appelle « semer la zizanie ».

Il consiste à frapper le mouvement révolutionnaire afin de le diviser sur n'importe quel sujet, à propos de tout et de rien et sous n'importe quel angle, tantôt en adoptant une position ultra gauchiste, ultra-radical, et tantôt en faisant alliance et compromis avec n'importe qui, n'importe quelle organisation bourgeoise exceptée bien entendu avec les organisations révolutionnaires.

À titre d'exemple, certaines organisations de la gauche canadiennes font de l'entrisme et font alliance avec les sociaux démocrates du NPD et avec le Parti Québécois dirigé par une multimillionnaire. Par contre, ces organisations ne peuvent pas accepter un militant révolutionnaire musulman appuyant le Hezbollah et portant la barbe surtout s'il est accompagné d'une femme portant le voile.

En terme clair ces gauchistes se sentent plus proches et davantage en confiance avec une arrogante multimillionnaire qui vend le peuple québécois aux américains, mais ils ne peuvent s'approcher d'un pauvre gueux qui veut prendre les armes contre le pouvoir capitaliste canadien parce que ce dernier porte la barbe et lit le Coran et que sa femme porte un foulard pendant qu'elle recharge le fusil mitrailleur de notre musulman pro-Hezbollah.

Voilà, à peine caricaturer, la position de principe de ces organisations dites de gauche. Tous et n'importe qui sauf les révolutionnaires. Avec les musulmans le prétexte pour diviser est tout trouvé, ils lisent le Coran et ils oppriment leurs femmes (évidemment les Catholiques et les Anglicans et les Juifs et les Hindouistes et les Mormons et les Baptistes n'oppriment pas leurs femmes dans les revues pornos et les films XXX, et ils ne lisent aucun missel et ne font aucune incantation à aucun Dieu, quel qu'il soit ?!...).

Citons maintenant un extrait de l'analyse (Annexe 1) qui nous est offerte : « La **LCR** signera même avec la section France du Parti communiste libanais, allié du Hezbollah, une déclaration commune **de** refus de déploiement des forces internationales et de refus de l'application de la résolution 1559 sur le désarmement du Hezbollah. L'affaire du voile « féministe et laïque » que Besancenot semble presque décrire comme un accessoire de mode, n'est que le reflet de la confusion idéologique qui règne aujourd'hui dans les rangs du NPA. Une clarification est nécessaire. »

Notez la façon dont l'auteur regrette la signature d'une entente entre la LCR et le PCL qui dit-il est allié au Hezbollah que l'on devrait désarmer selon lui (**c'est exactement la position des sionistes et des américains**). L'auteur préfère s'allier aux forces impérialistes. En effet, l'alliance du PCL et du Hezbollah s'oppose à qui ? Au déploiement des troupes des pays impérialistes (que l'auteur de l'extrait qualifie scrupuleusement, tel un journaliste occidental, "de forces internationales") sur le sol libanais, troupe de la FINUL venue porter main forte à leurs amis sionistes mis en déroute par les dits révolutionnaires anti-impérialistes (PCL et Hezbollah et autres forces dont des Chrétiens et des Druzes).

Pour l'auteur vaut-il mieux l'occupation impérialiste du Liban et de GAZA que de lui imposer la vue d'un barbu le Coran à la main et d'une femme voilée ?

Compter sur d'autres organisations de gauche comme il le souligne pour prendre la position la plus extrémiste qui soit au nom de l'antitotalitarisme et de la l'anti autoritarisme. « A l'extrême gauche, seuls les anarchistes et **Lutte ouvrière** (revoilà nos trotskystes anarcho-syndicalistes. NDLR) refusent de jouer les idiots utiles de l'islamisme en troquant leurs convictions anti totalitaires au nom de leurs sympathies palestinienne et antilibérale ».

Les petits bourgeois de gauche sont tellement heureux de vivre et de prospérer au milieu de la « démocratie » libérale bourgeoise. Ils ne ressentent nullement la dictature totalitaire des riches. Ils peuvent fumer ce qu'ils veulent et consommé tout ce qu'ils aiment...voilà la liberté. L'aliénation ouvrière, la pauvreté des masses, l'esclavage des travailleurs et l'obligation totalitaire de mourir de faim dans les bidonvilles et les banlieues ne sont pas des privations de liberté pour ces derniers, ce sont des contraintes qu'amènent au peuple la jouissance de la liberté et de la démocratie. Malheureusement, la démocratie permet de renflouer les banquiers mais elle ne laisse rien aux pauvres ce ne sont là que des malversations collatérales de la **liberté** et de la **démocratie** bourgeoise. Évidemment, notre analyste ne veut pas savoir pourquoi le Hezbollah et le Hamas sont si populaires parmi leurs peuples respectifs. C'est parce qu'il connaît déjà la réponse, sa réponse est celle des médias impérialistes américains; le Hezbollah et le Hamas sont des organisations étrangères venues d'Iran et former d'iraniens pour opprimer le peuple Libanais et le peuple Palestinien. Ce ne sont pas les sionistes ni les impérialistes qui sèment la guerre et oppriment et colonisent le Liban, la Syrie et la Palestine ce sont les islamistes dit-il !

Le Parti Communiste du Liban a eu tout à fait raison de garder son autonomie organisationnelle, sa ligne politique et de faire alliance avec le Hezbollah révolutionnaire pour s'opposer au désarmement de la résistance et aussi à l'installation des troupes impérialistes étrangères sur le sol libanais. C'est ce que l'on appelle le FRONT UNI ANTI-IMPÉRIALISTE qui répond à la contradiction principale de notre époque. Le PCL a raison de faire alliance concrète, les armes à la main, avec tous ceux qui prennent les armes et qui tirent sur l'ennemi

impérialiste et de faire alliance avec tous ceux qui sacrifient leur vie pour chasser les sionistes et les américains et les français du sol libanais et aussi avec tous ceux qui forgent le même FRONT-UNI en Palestine.

La contradiction PRINCIPALE de notre temps, la CONTRADICTION qui fait avancer l'histoire n'est pas la contradiction entre athée et islamiste ou entre juif et chrétien, c'est la CONTRADICTION entre les peuples et les puissances impérialistes mondiales. Cette contradiction est partie de la plus vaste contradiction entre le capital et le travail, entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, les deux seules classes internationalistes de notre période historique. D'autres classes ou section de classes cherchent à prendre position dans ce titanesque conflit global et les impérialistes font tout en leur pouvoir pour entrainer chaque classe secondaire (paysan, petit bourgeois, intellectuel, professionnel, petits commerçants, artisans) de leur côté et pour leur faire servir la contre révolution et les séparer de la classe ouvrière sous toute sorte de prétexte ou de contradictions secondaires (la religion par exemple, la langue, le racisme, l'immigration, le sexisme, conflit de génération, le sous-emploi, la paupérisation et les charges sociales, l'éducation, les services de santé, etc.).

Le prolétariat à travers ses organisations de classe doit tout faire pour entrainer ces classes secondaires, fragments de classes, ou classes déchues ou en voie de disparition et de désintégration du côté de la révolution et en opposition à l'impérialisme. De toute façon le développement impérialiste entraîne inéluctablement la paupérisation de ces fractions de classe qui se retrouvent à "travailler plus pour gagner toujours moins".

Voilà pourquoi nous répétons depuis des années que la question religieuse (nous dirions de même à propos de la question linguistique au Québec) est une contradiction au sein du peuple que nous ne devons pas laisser s'envenimer, ni ériger en contradiction antagoniste entre fractions de classe ou entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie et les intellectuels, afin de ne pas diviser les forces révolutionnaires anti-impérialistes. On doit traiter de ces contradictions secondaires au sein du peuple, loin des yeux et des oreilles des capitalistes, avec patience et longue, très longue durée et sans jamais mettre en péril le FRONT UNI ANTI-IMPÉRIALISTE.

C'est ce que fait le Parti Communiste Libanais et nous l'en félicitons.

Robert Bibeau

Marxiste-Léniniste.

18 mars 2010

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

2-2 La France coopérerait aux assassinats politiques perpétrés par le Mossad.

Selon une enquête du journal tunisien *Dounia El Watan*, cité par *Al-Manar*, l'assassinat du dirigeant du Hamas Mahmoud Mabhouh à Dubaï, le 20 janvier 2010, aurait nécessité une équipe bien plus importante que celle déjà mise en cause par les Emirats arabes unis.

Aux tueurs, il faudrait ajouter une équipe de repérage des lieux dirigée par un ancien responsable sécuritaire de la Tunisie, Ahmad Bannour.

M. Bannour vivrait actuellement en exil en France et aurait constitué une cellule de renseignement pour le compte joint des services israélien et français.

Ahmed Bannour a fuit la Tunisie après la découverte de ses activités d'espionnage au profit du Mossad israélien. Profitant de ses responsabilités au sein de l'Etat, il avait organisé le bombardement du siège du Fatah à Tunis, le 1er octobre 1985 —auquel Yasser Arafat (dit Abou Ammar) échappa—, puis l'assassinat d'un autre leader palestinien, Khalil Al-Wazir (dit Abou Jihad), le 16 avril 1988.

Sous couvert d'une société française qu'il contrôlerait, Ahmed Bannour aurait envoyé deux « hommes d'affaire » français et une équipe de techniciens négocier à Dubaï un contrat d'installation d'ascenseurs. A cette occasion, les agents français se seraient procuré les plans de l'hôtel où Mahmoud Mabhouh devait descendre ainsi que ceux du système de sécurité de l'hôtel.

La société française de M. Bannour est par ailleurs citée dans une affaire d'espionnage actuellement pendante devant la Cour militaire du Liban. Elle a servi de couverture pour l'immigration à Beyrouth de ressortissants tunisiens et égyptiens travaillant pour le Mossad. Ceux-ci projetaient un attentat contre la radio de cheikh Hussein Fadlallah et l'assassinat du secrétaire général du Hezbollah, Sayed Hassan Nasrallah.

<http://www.voltairenet.org/article164902.html>

2-3 Roberto Livi : Les 007 d'Israël en action dans la "base Italie".

L'Italie, paradis du Mossad

Dans un livre qui vient de paraître, Eric Salerno raconte comment notre pays a toujours été un pays dans lequel les services secrets israéliens ont pu faire ce qu'ils voulaient (Zouaïter, Vanunu...).

Depuis 1948, lorsque Ada Sereni déclara à De Gasperi: "Le gouvernement italien doit fermer un œil et si possible les deux sur nos activités dans ce pays".

Avril 1948. Dans son étude de Trente Alcide De Gasperi a une réunion privée et difficile.

La femme décidée qui lui fait face lui demande pratiquement carte blanche pour les opérations des agents de cet "Institut" qui, l'année suivante, deviendra le Mossad, les services secrets israéliens, presque un mythe pour les 007 du monde entier. Le Président du Conseil est hésitant. Depuis 1945, quand l'État d'Israël n'existait pas encore, l'Italie a été au centre d'une bataille géopolitique qui marquera toute la seconde moitié du XXème siècle. Et dont les effets se font encore sentir aujourd'hui.

Des dizaines de milliers de réfugiés juifs libérés des camps de la mort nazis se dirigent vers notre pays, les organisations sionistes cherchent à les faire entrer en Palestine sous mandat britannique, et surtout cherchent un soutien logistique - achats

d'armes, entraînement - pour préparer l'inévitable guerre fondatrice de l'État d'Israël. Londres fait de la résistance, ne voulant pas s'aliéner les Arabes et être exclue du business pétrolier, les USA, leaders des Alliés, sont sur le point de supplanter la Grande-Bretagne comme puissance occidentale hégémonique et soutiennent le nationalisme israélien, l'Union soviétique de Staline joue ses cartes pour contrer l'influence US au Moyen-Orient.

L'Italie est encore un pays à faible souveraineté. De Gasperi comprend qu'il doit s'aligner et accepte la demande d'**Ada Sereni**, juive romaine émigrée en 1927 dans le «foyer national juif» en Palestine et retournée au pays d'origine en tant que chef du Mossad : " Le gouvernement italien doit fermer un œil et si possible les deux sur nos activités dans ce pays. " Dès lors, l'Italie devient une sorte de terre promise par des agents israéliens. De l'immigration clandestine de survivants de l'Holocauste au trafic d'armes, des attentats antibritanniques au sabotage de navires et d'usines travaillant pour les pays arabes, des assassinats ciblés des Palestiniens à des "transferts extraordinaires" avant la lettre, des tentatives de déstabilisation politiques aux opérations clandestines dans le cadre de la Guerre froide.

Depuis plus de 60 ans, les hommes du Mossad ont agi dans leurs bases italiennes avec la complicité de nos services - détournés ou non - et les gouvernements qui ont fermé les deux yeux au point de porter atteinte à la souveraineté nationale italienne.

Comme on le voit, c'est un sujet brûlant que traite Eric Salerno dans son dernier livre, " Mossad base Italia " (Il Saggiatore, 258 pages, 19 euros), qui vient de paraître. Raconter et reconstruire "les actions, les intrigues, les vérités cachées" de ces 60 ans ne signifie pas seulement avoir à s'immerger dans le marécage des intrigues italiennes, avec le risque de se noyer dans des dossiers falsifiés ou vides, des services détournés, des connexions entre pouvoir et mafia, les sables mouvants des opérations secrètes, la désinformation répandue à pleines mains. Cela implique également de prendre à bras-le-corps l'enchevêtrement de la politique moyen-orientale, d'Israël et de la question juive.

C'est là l'un des nœuds politiques les plus difficiles. Surtout après le 11 Septembre et la guerre sans merci contre le terrorisme, qui est devenu, par antonomase, le terrorisme islamique ou le «choc des civilisations entre l'Occident et "des régimes et organisations qui veulent en saper les fondements démocratiques." »

Parler d'Israël en termes laïques implique souvent chez nous de devoir affronter l'accusation prévisible d'antisémitisme (comme cela est déjà arrivé à Salerno à l'occasion de la parution de son ouvrage éclairant: *Israele, la guerra dalla finestra* [«Israël, la guerre de la fenêtre»], publié en 2002), ou de vouloir saboter le rempart moyen-oriental contre le terrorisme islamique.

Mais Salerno y réussit grâce à sa connaissance du sujet – comme envoyé puis en tant que correspondant du *Messaggero* à Jérusalem ces 30 dernières années - et un professionnalisme laïque mais pas aveugle, une chose désormais rare dans le journalisme italien.

Si l'écriture est déliée, colorée, presque dans un style de roman, "Mossad base Italia" n'est pas une fiction. L'épine dorsale du livre, ainsi que l'étincelle qui a déclenché l'enquête, vient du contact avec **Mike Harari**, un des hommes clé du Mossad en Italie avec Yehouda Araz, personnage clé du roman *Exodus*, joué par Paul Newman dans le film homonyme.

L'ancien chef des 007 israéliens accepte de raconter sa vérité. Un scoop bien sûr, mais Salerno est conscient que les récits et révélations contiennent des pièges. D'ailleurs, «Mike» dit clairement que s'il disait tout ce qu'il sait, il serait alors forcé de "tuer" son adversaire.

Derrière lui, en Italie, Harari a laissé une série d'intrigues, d'assassinats politiques, d'alliances difficiles à accepter sur le plan éthique, avec les fascistes purs et durs de la X^a Mas¹, avec l'organisation d'anciens SS Odessa, d'opérations qui ont violé la souveraineté italienne.

Pour cette raison, de longues conversations avec «Mike» sont le point de départ, suivi par des investigations personnelles complexes, dans les archives d'État, les journaux, les archives US de la CIA et celles de la Haganah et du Palmach en Israël, des entrevues avec des personnages clé. Le tout accompagné par une réflexion approfondie pour éviter les pièges de la désinformation ou du langage idéologique.

Les faits relatés n'en ont pas besoin. On entre dans des histoires difficiles à imaginer et jamais révélées à ce jour, du moins avec autant de sérieux et de manière aussi documentée.

Après les demandes formulées par Ada Sereni, De Gasperi avait répondu: «Alors, vous nous demandez de vous aider à gagner la guerre contre les Arabes." Mais il ensuite il accepte, parce que son parti (les démocrates-chrétiens) et son Italie républicaine (quoique formée aussi grâce à la résistance) ne peut pas survivre sans les USA.

Et la guerre israélo-arabe a ses ramifications en Italie, un pays qui a toujours joué un rôle clé dans la Méditerranée.

Dans l'aéroport de la Ville éternelle on mettra en place une véritable base de formation et d'entraînement pour les pilotes de l'aviation juive naissante.

À Catane une piste sera utilisée pour le trafic - illégal – d'armes provenant des USA. La Marine n'est pas en reste et, en 1954, elle accepte de former des cadets israéliens dans son Académie, demandant seulement que tout cela "reste confidentiel".

Les services italiens collaborent ou regardent ailleurs. L'Italie est traversée par un flux clandestin d'armes (dont des tanks, des moteurs d'avion et les fameux "cochons", les hommes-torpilles de la Xa Mas) à destination de la Palestine, désormais divisée entre Israël et la Jordanie. Ce flux n'est pas interrompu pendant les trêves déclarées par les Nations unies.

Les agents juifs (avant même la création officielle du Mossad en 1949) peuvent frapper les entreprises italiennes qui vendent des armes aux Arabes, saboter les bateaux approvisionnant l'ennemi. En 1948, à la demande d'Ada Sereni, le bateau Lino, chargé d'armes italiennes acquises par la Syrie, est bloqué par une bombe posée par des plongeurs israéliens. Puis d'autres sabotages et attentats.

L'Italie est également un territoire de choix pour l'espionnage de guerre.

On y expérimente un "transfert extraordinaire" avant la lettre: en septembre 1980, le technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu, coupable d'avoir dénoncé la fabrication d'engins nucléaires à la centrale de Dimona, est enlevé à Rome par des agents israéliens.

Pour contrer toute manœuvre de rapprochement de Rome avec les pays arabes, le Mossad entre de plain-pied dans la politique intérieure et étrangère de l'Italie.

Aldo Moro, un des dirigeants démocrates-chrétiens favorables à un accord avec les Palestiniens, en était conscient. Il confiait à l'ancien secrétaire adjoint de la Démocratie chrétienne Giovanni Galloni: « "Ma préoccupation est la suivante: que je sais avec certitude que les services secrets, aussi bien américains qu'israéliens, ont infiltré les Brigades rouges, mais nous n'avons pas été avertis de cela, sinon nous aurions trouvé leurs repaires."

Auparavant, les signaux n'avaient pas manqué. L'ancien président (du Conseil) Francesco Cossiga affirme que ce furent également des agents du Mossad qui firent sauter en plein vol, en novembre 1973, Argo 16, l'avion utilisé pour les "transports clandestins" de Gladio, l'organisation antisoviétique voulue par les USA. C'était une riposte à la libération, décidée justement par Moro, de deux terroristes palestiniens qui avaient tenté d'attaquer un avion de la compagnie aérienne israélienne El Al sur le tarmac de Fiumicino.

Vengeance. Le mot n'apparaît jamais dans les dossiers officiels d'Israël. Mais c'est le mot d'ordre lancé par le Premier ministre israélien de l'époque Golda Meir, "la femme avec des couilles". Vengeance pour les athlètes israéliens enlevés par des militants de Septembre Noir lors des Jeux olympiques de Munich en 1972 et tués pendant l'attaque des forces spéciales allemandes.

La première victime de la vengeance tombera à Rome sous les balles d'une équipe du Mossad, conduite justement par Harari. Wael Zouaïter, intellectuel palestinien et représentant du Fatah, est criblé de balles dans le hall de sa maison. Peu importe qui n'ait rien eu à voir avec le terrorisme, étant plutôt un critique féroce de Septembre Noir. Il fallait un signal fort et clair que la branche armée d'Israël frappait implacablement. Juste Et c'est justement cet objectif même qui était le point faible de l'opération décrite dans le film de Spielberg.

Le corps de Wael Zwaïter, Palestinien de Naplouse, 38 ans, cousin d'Arafat, résident en Italie depuis 16 ans : il travaillait à l'ambassade libyenne, c'était un fin lettré, il avait entre autres publié une traduction italienne des *Mille et une nuits*. Le Mossad l'assassina à Rome le 16 octobre 1972, tout comme il assassina Majed Abou Sharar en 1981, Kamal Hussein et Nazih Matar en 1982.

La vengeance devait être exemplaire et rapide. Ainsi, on frappe même au hasard, comme en Norvège, où un commando du Mossad a tué un serveur marocain qui n'avait rien à voir avec les Palestiniens: mais la police locale ne ferme pas les yeux, et l'un des tueurs du Mossad, capturé, vide son sac. Il révèle des détails de la transaction par laquelle Israël avait importé des tonnes d'uranium pour fabriquer ses bombes nucléaires. Pour Harari ce fut là une demi-bérézina.

Le "modèle Mossad" expérimenté aussi en Italie, est gagnant et devient un produit d'exportation.

Ses ex-agents sont recyclés en tant que chefs de la sécurité ou «conseillers» à travers le monde, pour escorter des navires ou surveiller des aéroports aux navires, des opérations secrètes et lucrative comme l'Iran-Contra-gate (des armes pour des terroristes antisandinistes au Nicaragua achetées avec de la cocaïne fournie par les cartels colombiens).

L'affaire de l'imam Omar enlevé à Milan par des agents de la CIA – couverts par nos services - montre que les "transferts extraordinaires" doivent beaucoup aux techniques du Mossad, tandis qu'à Gaza et dans les territoires (palestiniens), les assassinats ciblés de dirigeants palestiniens sont considérés comme des moyens brutaux, mais destinés à sauvegarder la démocratie.

* La Xe Flottiglia MAS ou DECIMA MAS était une unité de nageurs de combat de la marine royale italienne qui opérait au cours de la Seconde Guerre mondiale, commandée par le "Prince noir" Junio Valerio Borghese, organisateur d'un coup d'État avorté dans la nuit du 7 au 8 décembre 1970 et mort en exil dans l'Espagne franquiste en 1974. [NdT]

Traduit par Fausto Giudice

Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur et la source.

Mardi 16 février 2010

Source: TLAXCALA

<http://www.tlaxcala.es/...>

<http://infosanonyme.blog.ca/2010/04/07/l-italie-paradis-du-mossad-les-007-d-israel-en-action-dans-la-base-italie-8323649/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19